

EN ALGÉRIE

délit de droit commun ?

Mais si, par hasard, le juge est convaincu de la bonne foi du journaliste, il n'y a aucune raison pour que le tribunal ne rende pas une décision de relaxe. Dans ce cas, la bonne foi constitue un fait justificatif qui enlève tout caractère délictueux au fait incriminé.

Il n'y a alors aucune différence entre l'ef-

férogation sanctionnant le délit de presse. Plus un pays est démocratique et respectueux des droits de l'homme, plus il tend à supprimer la censure médiatique et à interdire les poursuites pénales contre les journalistes du fait de leurs activités journalistiques. Et plus on réprime, plus on sombre dans la dictature et la violation des droits de l'homme. C'est pourquoi des pays comme

La Cour suprême américaine, dans la célèbre affaire Watergate, a considéré que la presse doit être au service des gouvernés non des gouvernants, que le pouvoir du gouvernement de censurer la presse a été aboli et que la presse a été protégée par le premier amendement pour qu'elle dévoile les secrets du gouvernement et informer le peuple.

Revendiquer une législation nationale qui serait imprégnée de ces principes serait trop demander mais tout au moins peut-on espérer un code de l'information qui garantisse un minimum de liberté pour la presse afin qu'elle puisse informer sans entraves et sans censure ou auto-censure.

Une vraie réforme du code de l'information devrait passer entre autres par une dépénalisation ou un déprisonnement effectif de telle sorte que le journaliste ne soit plus menacé par la prison pour avoir collecté, traité ou diffusé une information de quelque nature qu'elle soit. Dépénaliser les délits de presse en en faisant des fautes civiles passibles seulement de condamna-

tionnements ont instauré des lois ou des règles qui sanctionnent pénalement les délits de presse, notamment la diffamation ou l'outrage. Pour concilier les deux grands principes de liberté et de responsabilité, il faudrait instaurer une législation spéciale, tel un code de l'information ou une loi sur la presse qui ne permette ni la totale impunité ni une excessive repression. Ceci passe, comme nous l'avons vu, par la suppression de la peine de prison pour certaines infractions de presse tels la diffamation, l'outrage, la dénonciation calomnieuse ou encore les publications interdites (protection des débats judiciaires, protection des mineurs...).

La dépénalisation partielle de cette catégorie d'infractions, qui constitue la quasi-totalité des délits objet de poursuites pénales contre les journalistes, doit être renforcée par l'instauration de la règle de l'exceptio veritatis et par un code d'éthique et de déontologie qui fixera les règles applicables à la mission du journaliste, notamment le devoir d'informer le lecteur en toute

**C'est cette ambiguïté entretenue à l'encontre de la question de la dépénalisation du délit de presse jointe à la méconnaissance des mécanismes juridiques dont relève ce délit qui ont fait réagir les médias et des ONG qui prirent sévèrement à partie le juge qui a condamné la journaliste du quotidien Akher Saa à 2 mois de prison pour diffamation. En vérité, ce juge n'a fait qu'appliquer la loi.**

fet de l'exceptio veritatis et celui de l'exception de bonne foi.

Il est indéniable que la dépénalisation du délit de presse est la condition sine qua non pour consolider la liberté de la presse et le droit à l'information et par là même la démocratie, mais elle doit aussi être accompagnée par d'autres mesures protectrices du journaliste, dans les limites des devoirs et responsabilités qui incombent à ce dernier. C'est dans ce cadre que doit être repensée la législation nationale en matière d'information.

**III– Plaidoyer pour une véritable dépénalisation du délit de presse**

C'est une lapalissade de dire que la liberté de la presse se mesure à l'aune de la

la Grande-Bretagne, les Etats-Unis ou les pays scandinaves, où la liberté de la presse est absolue, rechignent à promulguer des lois restreignant cette liberté.

En Grande-Bretagne, cette liberté est tellement absolue et sacrée qu'il n'existe pas de loi sur la presse. En cas de litige, c'est au juge de trancher et de dire s'il y a infraction et comment elle doit être réprimée et réparée. Le principe dans ce pays est que le journaliste est libre d'écrire ce qu'il veut sans autre restriction que sa conscience et son sens de responsabilité. Aussi le système britannique est considéré comme le précurseur de la liberté de la presse. Aux Etats-Unis, le premier amendement de la Constitution fait du journaliste une personne presque intouchable quand il s'agit du droit d'information.

**En vérité, le NCI n'a nullement dépénalisé le délit de presse mais bien au contraire il n'a fait qu'exacerber l'ambiguïté qui entoure aussi bien la notion de «dépénalisation» que la notion de «délict de presse».**

tions à des dommages et intérêts n'est pas souhaitable pour des raisons évidentes car il est incontestable que la liberté de la presse ne peut être absolue. C'est pourquoi même les législations de grands pays

indépendance des pouvoirs politique et économique et dans le respect de la vie privée d'autrui et ayant à l'esprit les principes de la vérité, de la rigueur et de l'exactitude.

M. B.

L'irresponsabilité de l'exploitation des gaz de schiste

**Dans une situation de quasi-vacance des pouvoirs, l'Algérie s'apprête à prendre une décision qui engagera l'avenir des générations futures. Il est indispensable de s'interroger à la fois sur la légitimité de cette décision et la légitimité des pouvoirs actuels à l'engager sans un large débat public impliquant toute la société.**

L'Algérie est sans gouverner depuis les législatives de mai 2012. Le décor est alarmant. Une classe politique déchirée par des luttes intestines pour le contrôle des voies qui mènent aux mangeoires. Un gouvernement amputé de la moitié de ses membres et dont l'autre moitié attend, sur les paliers des ministères, de savoir s'il faut prendre la direction du parking ou celle de l'étage supérieur. Une Assemblée clientéliste qui n'a pas la moindre chance de donner l'illusion d'exercer un quelconque pouvoir législatif. Un chef de l'Etat affaibli, au plus bas de sa forme et de sa crédibilité. La société est piégée entre les conséquences dramatiques de la déliquescence de l'Etat et les résurgences d'un terrorisme islamiste aux aguets. La jeunesse est, quant à elle, livrée au contrôle idéologique des clergés islamiques.

Nous pourrions croire que le fond est atteint. Que non ! Fellag l'a bien dit : «En arrivant au fond, nous, Algériens, nous creusons encore !»

**Prospection ou exploitation ?**

L'été a été ponctué de déclarations plus ou moins floues au sujet de l'exploitation des gaz de roche-mère. Des annonces contradictoires, qui ne renseignent que vaguement sur les intentions ou sur les décisions déjà prises : réalisation de puits expérimentaux ? Révision de la loi sur les hydrocarbures ? Exploitation commerciale de cette ressource ? Quelle est la véri-

table décision engagée par l'Algérie ? Qui l'a arrêtée ? Autant de questions sans véritables réponses.

Les déclarations brouillonnes désarçonnent l'opinion. On nous dit avoir provisionné de quoi réaliser quelques puits «expérimentaux» et financer des études pour évaluer le potentiel algérien en gaz de schiste. Mais on clairotte aussi que ces «réserves» correspondent au moins au quadruplement de nos réserves gazières ! ! Soit, mais si la question n'en est qu'au stade de la prospection et de l'expérimentation, pourquoi alors envisager la révision de la loi sur les hydrocarbures ? Et pourquoi surtout la mettre dans les tablettes d'un gouvernement sur le départ ? Pourquoi s'avancer dans les discussions avec des groupes étrangers et envisager même l'idée d'accords de gré à gré avec les quelques détenteurs de la technologie dite de la fracturation hydraulique ? La démarche à laquelle nous assistons, rend perplexe. Elle a tout l'air de chercher à imposer le fait accompli d'une décision en contrebande.

**Plus de pétrodollars ! !**

Dans leur logique, nous devrions même être alléchés par de nouvelles recettes en devises que l'exploitation des gaz non-conventionnels procurera au pays ! ! L'argument ne tient pas la route. Il aurait été recevable si la manne de pétrodollars amassée depuis 1999 avait été affectée à la création d'emplois et de richesses. L'Algérie ôte toute ironie au fameux adage kabyle qui dit «atwssel taâwint iletvar» (une marre ne peut rien apporter à un océan). La monétisation de nos hydrocarbures semble plus à même de soulager les difficultés financières des Etats-Unis, voire même du FMI, que de servir au développement du pays.

**La question qui tue**

Le départ de Chakib Khelil a été, semble-t-il, l'occasion de constater le recul qu'il a causé

aux capacités propres de l'Algérie dans les multiples domaines de l'exploitation des hydrocarbures. Plutôt que d'y remédier voilà que l'Algérie s'apprête à l'accentuer par une dépendance totale à l'égard d'une technologie détenue exclusivement par deux ou trois opérateurs étatsuniens ? Cela a au moins le mérite de la continuité !

La situation de l'Algérie est-elle comparable à celle des Etats-Unis d'Amérique ? Les ressources en hydrocarbures conventionnels des Etats-Unis ont entamé leur déplétion dans le dernier quart du siècle passé. L'exploitation des hydrocarbures non conventionnels leur a permis de redevenir, en 2009, exportateur net de produits énergétiques. Le coût environnemental de cette exploitation est d'ores et déjà farmineux. Le recours à cette technologie en Amérique du Nord relève d'une démarche pragmatique face à la chute de leurs ressources en hydrocarbures et à la persistance de l'immaturité des énergies alternatives. Il n'en reste pas moins que le développement des énergies nouvelles reste le choix stratégique des grandes puissances énergivores. L'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ne s'étalera que sur la période de maturation des énergies de substitution.

L'Algérie, au contraire des Etats-Unis, n'a aucun intérêt à la banalisation de l'exploitation des gaz de schiste. L'exploitation de cette ressource non conventionnelle contracte les marchés pour le gaz conventionnel et accentue la tendance baissière des prix sur les marchés spot.

Une situation qui compromet la stratégie des pays exportateurs de gaz conventionnel. Ceux-ci essaient d'assurer la rentabilité de leurs investissements gaziers par l'indexation des prix du gaz sur les cours du pétrole et du favoritisme pour les contrats à long terme. L'extension de l'exploitation des gaz non conventionnels ruine la stratégie des gros exportateurs actuels.

Par Mohand Bakir

**L'autre option**

La Sonatrach, au lieu de s'aventurer dans un domaine où sa dépendance technologique est totale, et où l'intérêt du pays est défavorablement engagé, devrait plutôt tendre à jouer un rôle pivot dans un partenariat Sud-Sud de valorisation et de développement des hydrocarbures conventionnels du Niger et du Mali – dans l'Azawad – et des pays de la région. Le développement des ressources gazières conventionnelles du continent africain renforcera la résistance des pays européens à l'exploitation des gaz de roche-mères. Plus la ressource conventionnelle sera disponible, plus la préoccupation écologique sera prise en compte par les Européens, qui sont désormais nos partenaires privilégiés.

La décision algérienne est grave. Elle introduit un risque écologique majeur dans une partie du continent africain où se concentrent des aquifères essentiels à la satisfaction des besoins en eau des générations futures. Ces systèmes souterrains contiennent d'immenses réserves d'eau potable.

Prendre le risque que l'un ou l'autre d'entre eux soit pollué, par les centaines de produits toxiques entrant dans la fracturation de la roche, est une décision criminelle. La responsabilité serait au contraire d'obtenir un accord d'interdiction de l'exploitation des gaz de schiste dans toute la zone des aquifères, réserve majeure d'eau potable pour les générations futures.

L'exploitation des gaz de schiste n'ont donc pour nous, dans l'immédiat, que des inconvénients. Pressions sur les marchés gaziers, dépendance technologique totale, atteintes environnementales majeures et dilapidation de ce qui sera la véritable richesse à l'avenir : l'eau.

M. B.